

DOCUMENT DE FORUS SUR LA VISION POST-2030

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



LA VISION: CE QUE NOUS
DÉFENDONS, EXIGEONS ET
REFUSONS



RÉSUMÉ

À l'approche de 2030, le débat mondial s'oriente de plus en plus vers ce qui devrait succéder aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

Alors que les négociations officielles devraient débuter lors du Sommet sur les ODD de 2027, des discussions informelles sur la définition de l'agenda, la formation de coalitions et le positionnement politique sont déjà en cours. Ces discussions se déroulent dans un contexte bien plus instable que celui qui avait permis l'adoption des ODD en 2015 : la fragmentation géopolitique s'accroît, l'espace civique se rétrécit, le financement du développement est soumis à des pressions croissantes et le soutien au multilatéralisme et aux normes universelles est de plus en plus contesté.



©Forus/Sebastian Barros


→ **24,000**

Ce document a été élaboré en collaboration avec les membres de Forus issus de l'ensemble du réseau, qui représentent plus de 24 000 ONG.

→ **3**

Voici trois scénarios sur la manière dont le processus pour l'après-2030 pourrait évoluer

POUR FORUS, LES ANNÉES À VENIR CONSTITUENT UNE FENÊTRE STRATÉGIQUE POUR INFLUENCER NON SEULEMENT LE CONTENU DE L'AGENDA POST-2030, MAIS AUSSI LES RÈGLES DU PROCESSUS – NOTAMMENT QUI Y PARTICIPE, COMMENT LA REDEVABILITÉ EST STRUCTURÉE ET QUELS PRINCIPES DE FINANCEMENT SOUS-TENDENT LA MISE EN ŒUVRE. CE DOCUMENT DE VISION EXPOSE LES PRIORITÉS COLLECTIVES DE FORUS POUR FAÇONNER L'AGENDA POST-2030.

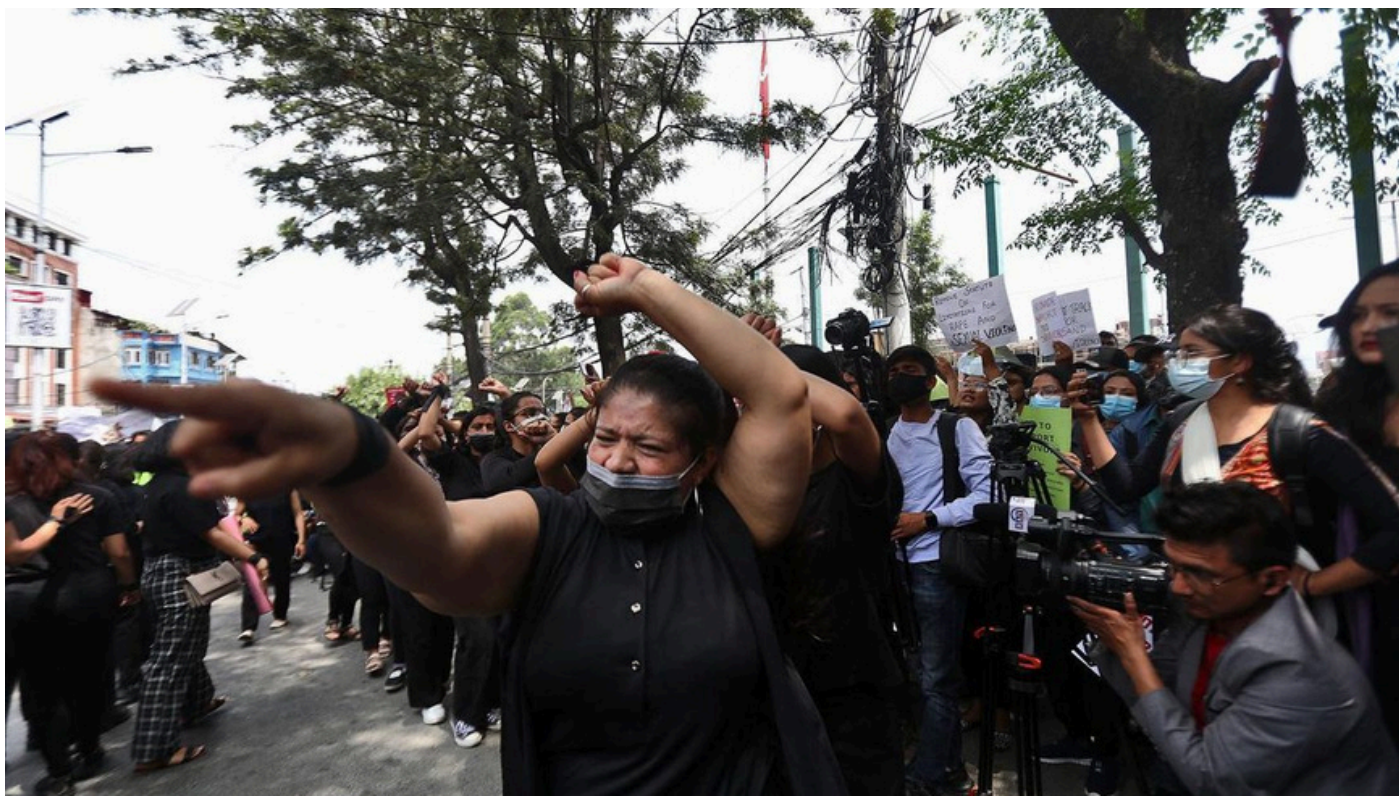


⇒ IL NE S'AGIT PAS SEULEMENT DE CE QUI POURRAIT SUCCÉDER AUX ODD, MAIS AUSSI DE CE QUI DOIT ÊTRE DÉFENDU, DE CE QUI DOIT ÊTRE CORRIGÉ ET DE CE QUI NE DOIT PAS ÊTRE PERDU.

FORUS DÉFENDRA LA PROMESSE UNIVERSELLE ET FONDÉE SUR LES DROITS DES ODD, MILITERA EN FAVEUR D'UN CADRE QUI REMÉDIE À LEURS PRINCIPALES LACUNES – NOTAMMENT EN MATIÈRE DE FINANCEMENT, DE REDEVABILITÉ, DE LOCALISATION ET DE PARTICIPATION CIVIQUE – ET S'OPPOSERA À TOUTE TENTATIVE VISANT À AFFAIBLIR LES ENGAGEMENTS FONDAMENTAUX POUR DES RAISONS DE CONSIDÉRATION POLITIQUE.

➔ **LE DOCUMENT IDENTIFIE TROIS SCÉNARIOS POSSIBLES QUANT À L'ÉVOLUTION DU PROCESSUS POST-2030 – (CONTINUITÉ, RÉINITIALISATION) ET (FRAGMENTATION)**





©Sanjog Manandhar/Forus

→ Scénarios

Le document identifie trois scénarios possibles quant à l'évolution du processus post-2030 — continuité, réinitialisation et fragmentation — et propose une approche qui reste pertinente dans les trois cas, tout en reconnaissant la continuité comme le scénario de base le plus probable et la fragmentation comme un risque constant.

Cette approche ne doit toutefois pas empêcher la société civile d'articuler un agenda plus ambitieux. Même dans un contexte politique contraignant, des propositions tournées vers l'avenir peuvent façonner le discours, ouvrir l'espace politique et préparer le terrain pour de futures réformes plus profondes, en particulier en matière de financement et d'inégalités structurelles de longue date.

→ La position de Forus

La position de Forus est claire : le processus post-2030 ne doit pas devenir un moyen de réduire les ambitions, d'affaiblir les droits ou de restreindre la redevabilité. Il doit être l'occasion de corriger les lacunes en matière de mise en œuvre, de financement et de participation qui ont limité les ODD, tout en défendant leur promesse universelle et transformatrice.

Ce document de vision a été élaboré en étroite consultation avec l'ensemble du réseau Forus, ainsi qu'avec des experts en développement issus des Nations unies, de la société civile, du monde universitaire, des groupes de réflexion et du secteur philanthropique. Il reflète les nuances régionales et la diversité des perspectives, tout en traçant une voie à suivre pertinente à l'échelle mondiale.

LA VISION : CE QUE NOUS DÉFENDONS, DEMANDONS ET REFUSONS

Vision d'ensemble

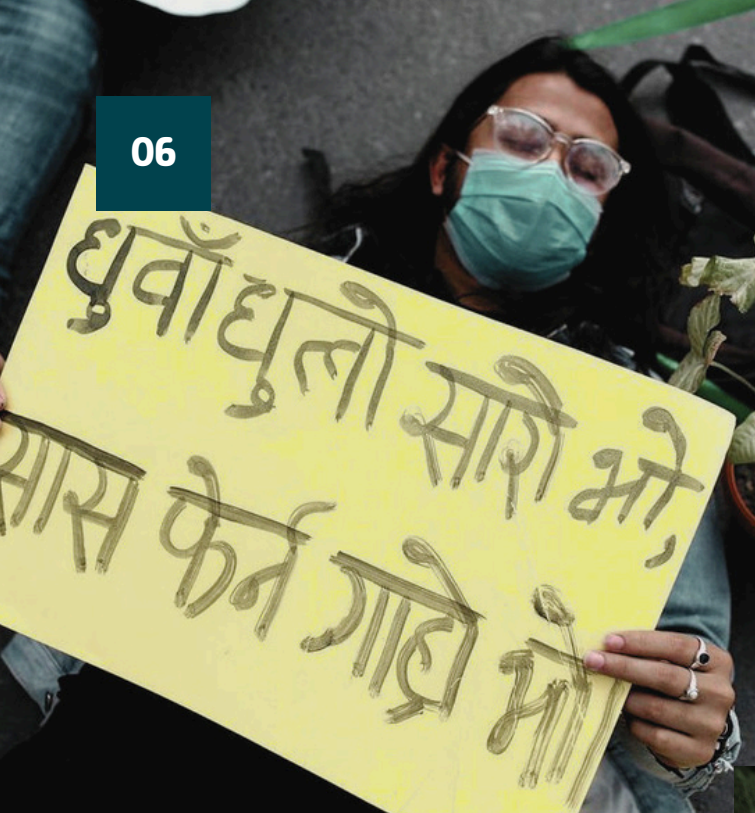
Un cadre de développement mondial ambitieux post-2030, ancré dans les droits humains, l'universalité et la justice ; capable de répondre aux crises interconnectées d'aujourd'hui ; soutenu par un financement et une redevabilité crédibles ; et façonné par une participation significative de la société civile, avec un pouvoir accru pour les acteurs locaux.

Le futur cadre doit donc préserver la promesse universelle et fondée sur les droits des ODD tout en remédiant aux faiblesses qui ont limité leur mise en œuvre. Il devrait accorder une place beaucoup plus centrale à la réforme du financement, à la redevabilité, à l'espace civique et à la localisation, et garantir que la société civile puisse participer de manière significative et en toute sécurité à la fois à l'élaboration et au suivi de l'agenda.

©Assemblée générale de Forus 2026



« [Il est nécessaire de] faire le point sur ce qui fonctionne, pourquoi et où. »



CE QUE NOUS DÉFENDONS



- Les avancées normatives de l'ère des ODD, notamment la reconnaissance du fait que le développement durable doit intégrer la justice sociale, l'égalité, la durabilité environnementale, la paix et les droits humains.



- L'espace civique en tant que bien public et condition favorable à la participation, à la redevabilité et à la mise en œuvre.



- Un agenda de développement mondial universel et fondé sur les droits qui ne laisse personne de côté et protège la dignité, l'agentivité et les droits des personnes les plus exposées à la pauvreté, à l'exclusion, à la discrimination et aux crises.



- Un système multilatéral fort et efficace, capable de coordonner les réponses collectives aux défis mondiaux et de faire respecter les engagements internationaux.



- Un leadership local, doté de ressources réelles, de reconnaissance et d'un pouvoir de décision pour les acteurs les plus proches des communautés et les plus directement engagés dans la mise en œuvre du changement.



CE QUE NOUS DEMANDONS



- Un cadre post-2030 qui préserve l'ambition universelle des ODD tout en corrigeant leurs principales faiblesses — notamment en matière de financement, de redevabilité, de localisation et de mise en œuvre.



- Un rôle formalisé, significatif et sûr pour la société civile tant dans la négociation que dans la mise en œuvre, avec une attention particulière portée à la participation des acteurs locaux et des groupes confrontés à l'exclusion politique ou structurelle.



- Un cadre mieux à même de répondre aux réalités d'aujourd'hui, notamment le dérèglement climatique, l'érosion de la démocratie, les inégalités, les conflits, ainsi que les risques et les opportunités liés aux technologies émergentes.



- Une réforme du financement au cœur du cadre, comprenant la restructuration et l'allègement de la dette, des conditions de prêt plus équitables, un accroissement des financements concessionnels, une mobilisation accrue des ressources nationales, la justice fiscale, la cohérence des politiques et un soutien prévisible à la société civile.



- Un cadre qui reflète des responsabilités différenciées et des obligations universelles, y compris la nécessité pour les pays à revenu élevé de transformer les modèles économiques, financiers et de développement non durables et de renforcer la cohérence des politiques tant au niveau national qu'international.



- Une redevabilité renforcée grâce à des rapports et des examens obligatoires, transparents et réguliers, avec une surveillance indépendante et un rôle officiel pour la société civile et les acteurs locaux dans le suivi des progrès et l'identification des lacunes de mise en œuvre.



CE QUE NOUS REFUSONS

- Un cadre édulcoré qui sacrifie l'universalité, une approche fondée sur les droits, l'égalité des genres, les libertés civiques ou l'ambition climatique au nom des considérations politiques.



- Des mécanismes de redevabilité qui restent volontaires, sélectifs ou performatifs, sans suivi, transparence ou correction significatifs.



- Une gouvernance du développement qui élargit le rôle des acteurs privés ou philanthropiques sans garanties claires d'intérêt public, de surveillance démocratique et de redevabilité.



- Le maintien d'un statu quo financier dans lequel des accords de dette injustes, un espace fiscal inégal et des engagements de financement faibles sapent la mise en œuvre et aggravent les inégalités.



- Une inclusion purement symbolique qui intègre la société civile ou les acteurs locaux dans les instances de haut niveau pour la forme, tout en les excluant de la définition des programmes, de la prise de décision et du suivi.

UN PROGRAMME CRÉDIBLE POST-2030 DOIT DONC PRÉSERVER L'UNIVERSALITÉ ET L'ENGAGEMENT DE NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ ; S'ATTAQUER AUX INÉGALITÉS STRUCTURELLES AU SEIN DES PAYS ET ENTRE EUX ; PLACER LA RÉFORME DU FINANCEMENT AU CŒUR DE LA MISE EN ŒUVRE ; RENFORCER LA REDEVABILITÉ PAR DES RAPPORTS ET DES EXAMENS OBLIGATOIRES, TRANSPARENTS ET RÉGULIERS, AVEC UNE SURVEILLANCE INDÉPENDANTE ET UN RÔLE FORMEL POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES ACTEURS LOCAUX ; PROTÉGER L'ESPACE CIVIQUE ET LA PARTICIPATION SIGNIFICATIVE

→ **ET RECONNAÎTRE QUE (LA LOCALISATION), (LA PAIX), (LES DROITS) ET LA RESPONSABILITÉ PUBLIQUE CONSTITUENT DES CONDITIONS ESSENTIELLES AU DÉVELOPPEMENT DURABLE.**

CONTACTEZ NOUS

REJOIGNEZ-NOUS POUR L'ÉVÉNEMENT DE LANCEMENT

Merci à David Helguera pour la traduction espagnole et à Wendy Dubreuil et Alain Dubreuil pour la traduction française de la Vision post-2030 de Forus.

À propos de Forus

- Forus est un réseau mondial innovant qui soutient la société civile en vue d'un changement social efficace ; il rassemble 74 plateformes nationales d'ONG et 8 coalitions régionales, représentant plus de 24 000 ONG

Email

- marie@forus-international.org

Site Web

- www.forus-international.org